

THÈSE DE

PARIS,

1889

N^o. 43.

UNIVERSITÉ DE FRANCE
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

L'IDÉE DE L'ÉGLISE
DANS SES
RAPPORTS AVEC L'ÉTAT

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS
POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE
ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 1^{er} JUIN 1889, A
4 HEURES

PAR

Louis DUMONT

MONTBÉLIARD

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VICTOR BARBIER

—
1889

UNIVERSITÉ DE FRANCE
FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

L'IDÉE DE L'ÉGLISE

DANS SES

RAPPORTS AVEC L'ÉTAT

THÈSE

ACAD.
UGD.BAT.
BIBL.

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE DE PARIS
POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE
ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE 1^{er} JUIN 1889, A
4 HEURES

PAR

Louis DUMONT

MONTBÉLIARD

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VICTOR BARBIER

—
1889

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE
DE PARIS

EXAMINATEURS DE LA SOUTENANCE :

M. VAUCHER, PRÉSIDENT DE LA SOUTENANCE.

MM. VAUCHER

MÉNÉGOZ

LICHTENBERGER

} EXAMINATEURS.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières
du Candidat.

L'IDÉE DE L'ÉGLISE

DANS SES

RAPPORTS AVEC L'ÉTAT



AVANT-PROPOS

Pour répondre à ce que le Seigneur attend d'elle, il faut que l'Eglise soit parfaitement pure et parfaitement sainte. Elle est le corps du Christ; toute souillure sur ce corps est en contradiction flagrante avec la pureté de son chef. L'œuvre de la Rédemption doit avoir eu pour effet d'enlever tout péché tant des individus chrétiens que de la maison spirituelle qui les réunit.

Mais, hélas, qu'il est loin d'en être ainsi! Que de taches dans la vie même des plus fidèles! que d'infidélités dans l'Eglise aux heures même les meilleures de son histoire! L'idéal, c'est que le bien règne dans l'Eglise que le Sauveur a acquise par

son sang ; la réalité, c'est un mélange de bien et de mal, d'aspirations saintes et de défaillances, heureux encore quand l'équilibre n'est pas rompu décidément au profit du mal et que la lumière n'a pas trop de peine à percer l'épaisseur des ténèbres qui l'entourent.

Et ce fait déplorable a de tous temps été pour les croyants un sujet de douleur et souvent de scandale. Les apôtres déjà gémissaient sur la misère morale des jeunes communautés fondées par leur prédication, et leur gémissement se continue à travers les siècles parmi toutes les générations de chrétiens.

Certes, ils ont raison de ne pas accepter un tel désordre, les docteurs et les saints de tous les âges. Une Eglise qui se résignerait à ce partage serait profondément déchue. Sainte en principe, l'Eglise doit toujours tendre à l'être en réalité.

Mais quels sont les moyens propres à la faire marcher vers ce but ? Nous n'hésitons pas à répondre : l'administration fidèle des moyens de grâce dont le Seigneur lui a confié la dispensation.

Mais pour que l'Eglise puisse s'acquitter fidèlement de ce devoir, il est désirable que certaines conditions extérieures soient remplies, conditions que l'on peut résumer d'un mot en disant que, dans tout ce qui regarde la mission qu'elle tient de

Jésus - Christ, l'Eglise doit être libre. Elle ne saurait considérer comme normale une situation où quelque autorité extérieure exercerait sur elle une pression telle que son action bénie serait entravée. Ce serait une mauvaise organisation que celle où les conducteurs de l'Eglise seraient exposés à devoir répondre aux représentants du pouvoir civil ce que Pierre et Jean durent dire naguère aux chefs des Juifs : Il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes.

Comme cependant aucune forme de constitution ecclésiastique ne peut écarter d'une manière absolue la possibilité de tels conflits, certains esprits ont cru désirable de réduire au minimum les contacts entre la société civile et la société religieuse et pour cela ont réclamé la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Dans un tout autre esprit, une fraction nombreuse des partis politiques avancés donne son adhésion à la même solution, dans l'intérêt cette fois, non de l'Eglise, mais de l'Etat.

Parmi les nombreux problèmes qu'agitent nos contemporains, il en est peu qui soulèvent autant de passions que celui-là. Et l'on comprend bien l'ardeur que tous apportent à faire prévaloir le parti qu'ils ont embrassé. Car les mesures prises dans ce domaine sont de celles qui éveillent dans la vie des peuples l'écho le plus grand et le plus immédiat ; l'Etat et l'Eglise en sont tous deux pro-

fondément affectés, et l'un et l'autre sont exposés à payer bien cher toute erreur.

Aussi rien n'est-il plus légitime que l'intérêt avec lequel le législateur étudie ce difficile problème. Mais quel que soit le résultat de ses méditations, nous ne saurions admettre qu'il pense à le faire passer dans la pratique sans s'être assuré que l'Eglise ne s'oppose point à ce qu'il projette. Toute décision imposée par l'Etat seul devrait être considérée comme oppressive pour l'Eglise et dans certains cas pour la conscience.

Nous n'avons du reste pas l'intention d'entrer ici en discussion avec les partisans de la séparation au point de vue de l'Etat. Nous entendons rester sur le terrain purement ecclésiastique, et là, nous demander d'abord si la question est dominée par quelque principe absolu qui contraindrait l'Eglise à se refuser immédiatement et sans plus ample examen à certaines des solutions proposées, puis, si la réponse à cette première question est négative, quels fruits on peut attendre pour la réalisation de l'idéal de l'Eglise soit du régime de l'union, soit de celui de la séparation.

CHAPITRE I.

HISTORIQUE DE LA QUESTION.

Sous sa forme actuelle, la question qui nous occupe est de date relativement récente. Mais on peut dire que les éléments du problème sont aussi anciens que les sociétés humaines. Ils ne peuvent faire défaut que dans les états où les pouvoirs religieux et politiques sont réunis dans les mêmes mains. Mais dès que les deux pouvoirs sont séparés à un degré quelconque, l'attention du législateur est nécessairement attirée sur le règlement de leurs rapports.

Nous laissons naturellement de côté tout ce qui regarde les relations de l'Etat païen avec les religions païennes et nous n'envisageons ici que les rapports de l'Etat avec l'Eglise chrétienne. L'histoire de ces rapports nous semble se diviser naturellement en trois périodes : relations avec l'Eglise de l'Etat païen, de l'Etat chrétien et enfin de l'Etat moderne ou laïque.

La première période s'étend des origines de l'Eglise jusqu'au moment où la conversion de Constantin modifia l'attitude de l'empire à l'égard du christianisme. Pendant ce temps, les deux pouvoirs

sont en face l'un de l'autre dans une situation d'hostilité. L'Etat antique voit dans la religion nouvelle un dangereux ennemi, auquel le souci de sa sécurité le pousse à faire une guerre d'extermination. Dans ces conditions, il ne pouvait être question d'aucun traité, d'aucun accord entre les deux puissances, pas plus que dans l'état de guerre, il n'y a d'accord ni de traité entre les belligérants.

Avec Constantin commence la seconde période, beaucoup plus longue et beaucoup plus remplie, et qui s'étend presque jusqu'à nos jours. La guerre d'extermination a cessé, et, quoique la paix entre les deux pouvoirs ait souvent été troublée depuis, ils n'ont plus pensé à se détruire l'un l'autre. Les conflits, fréquents et graves, ont toujours eu pour objet non la destruction de l'adversaire, mais la conclusion d'un traité de paix qu'estime plus avantageux pour elle celle des parties qui a entamé les hostilités.

Du jour où les empereurs ont fait profession de christianisme, l'Eglise et l'Etat ne pouvaient pas ne pas se connaître, ni l'un ni l'autre ne pouvait renoncer à régler les rapports que la situation nouvelle faisait nécessairement naître entre eux.

Le christianisme, qui aspirait à pénétrer tout de son esprit, ne pouvait ignorer, sans dommage pour sa mission, un organisme comme l'Etat. Pour que le levain fit lever toute la pâte, il était indispensable qu'il la pénétrât toute. S'en abstenir eut été de sa part renoncer à provoquer cette transformation graduelle et organique, qui doit toujours rappro-

cher davantage les institutions et les mœurs de l'idéal de justice posé par l'Évangile.

L'État d'autre part ne pouvait se désintéresser d'une puissance aussi considérable que l'Eglise. Quand ce n'eût été que dans l'intérêt de cette haute police sociale dont il a la charge, il ne pouvait ignorer un facteur aussi capital de la vie des peuples que le sont leurs institutions religieuses.

Des relations devaient donc nécessairement s'établir entre l'Eglise et l'État. Elles commencèrent immédiatement à la conversion de Constantin, et sous des formes diverses, elles n'ont jamais cessé d'exister depuis lors.

Chacune des deux puissances reconnaît la légitimité de l'autre et règle ses relations avec elle, soit par un contrat formel, soit par une autre voie. Mais naturellement chaque partie est préoccupée d'obtenir dans cet accord le plus de droits et de faire le moins de concessions qu'elle pourra. L'Eglise et l'État s'efforcent également de s'assurer la meilleure part dans le contrat. Chacun d'eux aspire à la suprématie sur l'autre.

De cette tendance à l'empiètement sont sortis tous les conflits que l'histoire nous montre entre l'Eglise et l'État. Dans les premiers siècles du moyen-âge, les luttes se terminent presque toujours à l'avantage de l'État. Le pouvoir civil, centralisé entre les mains des empereurs, exercé ensuite par des chefs barbares, accoutumés à ne respecter que la force brutale, l'emporte de beaucoup sur l'Eglise, où l'autorité est encore dispersée en même temps que les caractères y ont perdu la

grandeur des premiers temps. L'Eglise est soumise et, on peut dire, asservie aux volontés et quelquefois aux caprices des souverains temporels.

En Orient, l'Eglise n'a même pas tenté de secouer cet esclavage : pendant toute la durée du Bas-Empire, elle est restée la servante obéissante des Empereurs, et elle l'est demeurée jusqu'à nos jours dans toute les contrées régies par des souverains chrétiens.

En Occident, au contraire, l'Eglise a pris graduellement conscience de ses droits et de sa dignité et a trouvé dans l'évêque de Rome un champion d'autant plus intraitable que les droits de l'Eglise et ses propres prétentions à la suprématie se confondaient davantage. Mais les papes ne réussirent pas en un jour à faire prévaloir, ni même à formuler leurs exigences. Pendant toute la période Carlovingienne, l'Eglise d'Occident ne fut guère moins assujettie au pouvoir civil que sa sœur d'Orient. Mais l'excès même de son abaissement au X^e siècle provoqua au siècle suivant une puissante réaction. Ses prétentions à la suprématie, carrément affirmées, passèrent plus ou moins complètement dans la pratique, et l'on peut dire que pendant certains siècles du Moyen-Age, les relations de l'Eglise avec l'Etat étaient réellement devenues presque partout des relations de supérieur à inférieur. Les efforts de l'Etat, pour s'émanciper de la tutelle de l'Eglise, furent bien couronnés ça et là de succès partiels ; mais la situation générale n'en reste pas moins telle que nous venons de la caractériser.

Les choses ne changèrent de face qu'avec la Ré-

formation. Pour résister à l'oppression de la hiérarchie, les Réformateurs furent naturellement amenés à chercher dans le pouvoir civil une protection et un appui contre la tyrannie des représentants officiels de l'autorité ecclésiastique.

Dans toutes les contrées où les souverains, par conviction, ou par intérêt, se montrèrent accessibles aux enseignements de la Réforme, les chefs du mouvement n'hésitèrent pas à pactiser avec le pouvoir temporel. Mais comme celui-ci ne se montra pas disposé à se charger d'un joug nouveau au moment où il secouait le poids de l'ancien, les Réformateurs durent consentir à lui abandonner des droits considérables, et ainsi les églises évangéliques sacrifièrent presque complètement leur autonomie au désir de trouver dans les souverains temporels des protecteurs d'autant plus décidés de la pure doctrine que sa défense se confondait presque avec celle de leur pouvoir.

On put bientôt voir que cette manière d'entendre les relations de l'Eglise et de l'Etat n'était pas sans inconvénients, et dans plus d'une contrée l'Evangile eut fort à souffrir des fantaisies despotiques de princes qui n'étaient rien moins que qualifiés pour présider aux destinées de l'Eglise. On peut dire cependant que les périls de la situation ne se sont manifestés clairement qu'après un temps assez long. Ils ne devinrent évidents que lorsque beaucoup de docteurs de l'Eglise cessèrent d'être fidèles à ses croyances traditionnelles, et que les autorités civiles abandonnèrent peu à peu la position sympathique qu'elles avaient longtemps gardée à l'égard de l'é-

tablissement ecclésiastique. Jusqu'au milieu du siècle dernier, la part excessive faite au souverain temporel dans le gouvernement de l'Eglise n'a guère été un instrument d'oppression que pour les groupes dissidents.

Ce n'est qu'avec l'avènement du rationalisme dans l'Eglise et de ce qu'on appelle l'esprit moderne dans l'Etat que la situation s'est modifiée et qu'une troisième période s'est ouverte dans les relations des deux organismes.

La sympathie des pouvoirs publics pour l'Eglise s'est changée en indifférence et plus d'une fois en hostilité. Dans bien des cas, la main de l'Etat a pesé lourdement sur l'Eglise ; au lieu de se servir de ses droits pour protéger, le souverain n'en a usé que pour surveiller et pour restreindre. Ailleurs, il est intervenu dans les affaires de l'Eglise pour favoriser ceux qui, au dedans de l'édifice ecclésiastique travaillaient à ruiner sa vieille foi.

C'est précisément cette dernière catégorie d'abus de pouvoir qui a donné naissance dans certains esprits à la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. La fin du XVIII^e siècle avait profondément ébranlé l'attachement de presque toutes les églises évangéliques aux croyances de leur passé. Les grandes secousses politiques et sociales qui marquèrent le même temps, portèrent également de rudes coups aux églises. Aussi étaient-elles presque toutes tombées dans un triste état lorsque le calme succéda à la tempête après 1815. Et ce qu'il y avait de plus triste, c'est que la plupart considéraient leur déchéance comme un progrès vers la lumière et repoussaient

comme des fanatiques arriérés et inintelligents les hommes qui tentaient de les ramener à la source d'eau vive, où les âmes avaient trouvé depuis dix-huit siècles l'apaisement de leur soif. Presque partout les corps ecclésiastiques officiels, inféodés au rationalisme, prirent une position décidément hostile à ceux qui cherchaient à annoncer de nouveau au peuple l'Evangile dont il avait été sevré pendant cinquante ans. Les gouvernements temporels, mal disposés eux aussi pour une véritable prédication de la croix, aussi peu religieux au fond que conservateurs dans les apparences, mirent trop souvent les prérogatives que le XVI^e siècle leur avait concédées au service de cet esprit de plat rationalisme, et, dans plus d'un milieu, quiconque confessait décidément l'Evangile était bien près d'être persécuté. Peut-être certaines formes exotriques de ce mouvement si complexe du réveil prêtaient-elles le flanc aux attaques dont elles étaient l'objet de la part du rationalisme régnant. Mais de nombreux exemples autorisent à affirmer que ce que l'on repoussait, ce n'était pas telle ou telle manifestation plus ou moins douteuse, c'était bien le fond même de l'Evangile, le salut acquis par la croix de Christ, scandale pour les Juifs, folie pour les Grecs, scandale et folie à la fois pour les sages de ce siècle.

Pour combattre le retour offensif d'idées qu'ils croyaient définitivement vaincues, les rationalistes, après quelques essais infructueux pour l'emporter par la liberté, ne trouvèrent rien de mieux que de faire appel à cette suprématie de l'Etat, qui avait été

jusque-là peu dangereuse, et les dépositaires de l'autorité publique se prêtèrent volontiers au rôle qu'on voulait leur faire jouer. On vit alors, en plus d'un lieu, les hommes qui prêchaient dans les églises la doctrine traditionnelle, toujours officiellement reçue dans ces églises, poursuivis comme de dangereux perturbateurs par les pouvoirs publics.

De là naquit chez plusieurs, une pensée que n'avaient pas connue ceux qui les avaient précédés dans la foi. Ils se demandèrent si les pères avaient été bien inspirés au temps de la Réformation en reconnaissant au pouvoir civil une part dans le gouvernement de l'Eglise, si les enfants ne payaient pas trop cher le service que les ancêtres avaient tiré de cette alliance, si la fidélité n'obligeait pas à dénoncer un pacte devenu nuisible à l'Evangile. Ces questions se posèrent alors à beaucoup de croyants, et, parmi eux, quelques-uns conclurent en faveur d'une séparation d'avec un Etat, qui avait déserté son rôle de protecteur de la foi pour prendre celui de persécuteur.

Lorsqu'on étudie la genèse de ce problème de la séparation, il y a là un fait qu'il faut se rappeler si l'on veut éviter d'être injuste. Pour ceux qui ont pris la tête du mouvement il y a un demi-siècle, leur point de départ et leur premier mobile a été la fidélité à la foi. Lorsque nous voulons apprécier ce qu'ils ont fait, il ne serait pas équitable de nous laisser dominer par le plus ou moins de sympathie que peut nous inspirer la dissidence actuelle. Il faut nous souvenir que beaucoup des hommes qui sont sortis alors des cadres officiels ne l'ont fait que

par fidélité à l'Evangile et à leur conscience. Nous pouvons croire qu'ils se sont trompés, qu'ils auraient mieux servi l'Evangile en restant dans l'Eglise; nous n'en avons pas moins le devoir de ne parler d'eux qu'avec respect et sympathie. De plus, il faut nous souvenir que leur œuvre n'a pas été perdue; en mainte occasion, elle est devenue une bénédiction pour les grandes églises elles-mêmes. La vie, conservée dans ces petits groupes séparés, a plus d'une fois rayonné de là sur les corps ecclésiastiques anciens et a ranimé la foi évangélique dans leur sein.

Seulement on doit se rappeler en même temps que cette action bénie de quelques églises libres, elles l'ont exercée non parce qu'elles étaient séparées de l'Etat, mais parce qu'elles étaient croyantes. Les services qu'elles ont rendus leur donnent droit à notre reconnaissance, mais ils ne constituent pas un motif déterminant pour accepter purement et simplement leurs théories ecclésiastiques. Nous reconnaissons volontiers qu'à un moment donné la séparation de l'Eglise et de l'Etat a permis dans certains lieux la libre prédication de l'Evangile qui paraissait impossible sans cela. Mais nous nous refusons à aller plus loin et à proclamer que la séparation est un principe et que l'union est, comme le soutiennent quelques-uns de ses partisans, une infidélité et une sorte d'adultère. Le fait qu'en un certain temps et dans certaines circonstances la séparation a pu faire du bien laisse entière la question du principe, et c'est avec une pleine liberté que nous devons l'examiner.

CHAPITRE II.

DU PRINCIPE.

Pour reconnaître s'il existe un principe absolu dans la question, nous devons rechercher d'abord s'il y a dans les enseignements bibliques quelque parole qui lie sur ce point ceux qui veulent rester soumis à la révélation de Dieu, puis nous demander si la notion même d'Eglise, telle qu'elle s'est développée parmi nous sur le fondement de l'Ecriture n'implique pas comme conséquence nécessaire une certaine solution du problème qui nous occupe.

On a tenté à plusieurs reprises de donner une base biblique soit à la théorie de l'union avec l'Etat, soit à celle de la séparation. Il ne nous semble pas que le succès ait couronné ces efforts.

En faveur de l'union on a relevé la constitution donnée à l'autorité dans le peuple de Dieu de l'Ancien-Testament. Les liens les plus étroits rattachaient l'une à l'autre dans la théocratie israélite le pouvoir civil et la religion. Quelques-uns ont cru pouvoir en conclure qu'il doit en être de même pour le peuple élu de la nouvelle alliance. Les docteurs catholiques surtout insistent volontiers sur

cette analogie. Leur argumentation ne nous paraît pas convaincante. L'objet éducateur spécial que Dieu poursuivait alors en Israël explique suffisamment les voies par lesquelles le peuple a été conduit. L'exemple historique que l'on invoque autorise bien à dire que Dieu a voulu l'union des deux pouvoirs dans l'ancienne alliance. Il serait excessif d'en conclure qu'il doive nécessairement en être de même dans la nouvelle. Tout au plus pourrait-on dire que cet exemple montre que l'union n'a rien en soi de contraire à la volonté de Dieu, et qu'il y a des circonstances où l'on peut s'y prêter sans infidélité.

En sens inverse, nous ne pouvons pas davantage accorder notre adhésion à l'argumentation de ceux qui nous disent : L'Eglise primitive n'a été rattachée à l'Etat par aucun lien ; la volonté de Dieu est qu'il en soit de même pour l'Eglise de tous les temps. On comprendrait jusqu'à un certain point la portée de l'argument si les conducteurs de l'Eglise apostolique avaient eu le choix, s'il avait dépendu d'eux de conclure un accord avec l'Etat ou de s'en abstenir. Mais on sait bien qu'ils n'ont pas eu à se prononcer sur ce point ; et par suite, l'argument que l'on produit n'a aucune valeur probante.

Sur cette question, comme sur bien d'autres, il faut se garder de vouloir arracher à l'Ecriture des réponses toutes faites que les auteurs sacrés n'ont pas eula volonté de nous donner. L'Evangile nous a apporté une vie nouvelle dans l'union avec Dieu par Jésus-Christ. Il n'a pas voulu lier cette vie nouvelle

à des règles fixes dans les choses extérieures. Ce n'est pas à un saint esclavage qu'il a appelé l'Eglise et les fidèles, mais à une sainte liberté. Appelée à exercer son action sur le monde au milieu des circonstances changeantes de la vie de l'humanité, elle n'est liée que quant au contenu du message du salut, quant à la doctrine, mais elle est libre dans toutes les choses extérieures, où la fidélité consiste non pas à faire toujours la même chose, mais à faire toujours ce qui, étant données les circonstances, assure à l'administration des moyens de grâce leur épanouissement le plus complet.

C'est donc en vain que nous demanderions à l'Ecriture ce que l'on pourrait appeler une solution normale du problème.

A défaut d'enseignements directs, peut-on en découvrir d'indirects ? Il faut confesser que celui qui s'applique à reconnaître la doctrine biblique de l'Eglise se trouve d'abord assez embarrassé ; car il est en présence de deux séries d'affirmations parallèles qu'il ne lui semble pas facile de concilier. D'une part, ce que l'on peut appeler les affirmations théoriques sur l'Eglise relèvent en elle des attributs qui nous la font voir corps de Christ parfait comme le Seigneur qui en est le Chef, une, parfaitement sainte et pure de tout mélange avec le péché. D'autre part la vue que nombre de passages du livre des Actes et des Epîtres nous ouvrent sur l'état empirique des communautés apostoliques, nous montre l'Eglise bien éloignée d'être dans sa manifestation cette épouse de Christ, irréprochable et sans tache dont nous parlait la première série de passages.

Comment rétablir l'harmonie entre ces deux courants ? Doit-on considérer ce qui nous est dit de la sainteté et de la pureté de l'Eglise comme un idéal sans réalité actuelle, placé devant les yeux de l'Eglise empirique comme un but vers lequel elle doit tendre, mais qu'elle n'atteint pas ? Cette explication a souvent été donnée et mainte secte l'a placée à la base de son activité séparatiste. Une étude attentive ne tarde pas à découvrir la fausseté radicale d'un tel point de vue. L'Eglise sainte, dont parle les Apôtres, est bien une réalité parfaitement présente et existante, et la solution de la difficulté se trouve dans une parabole du Seigneur à laquelle il faut toujours revenir pour éclairer la doctrine de l'Eglise, la parabole du grand filet jeté dans la mer qui ramasse toutes sortes de choses (Matth., XIII, 47-50). Les éléments saints sont bien dans le filet ; mais ils n'y sont pas seuls, et les pêcheurs ont ramené sur le rivage un mélange de choses précieuses et de choses sans valeur. La présence de ces dernières n'ôte pas leur valeur aux premières. De même la présence d'éléments impurs dans les cadres de l'Eglise n'enlève à celle-ci rien de sa réalité et de son prix. Sans doute il y a lieu à un triage pour rejeter ce qui est souillé, et ce triage se fera au temps que le Seigneur a marqué. Mais l'Eglise sainte et pure est présente dans cette Eglise impure et infidèle dont les misères et les hontes affligent notre regard.

A la guerre le soldat ne peut vaincre l'ennemi qu'en entrant en contact avec lui ; de même l'Eglise militante ne peut s'acquitter de sa mission conquérante

qu'en entrant en rapports avec le monde. Les souillures que l'on voit sur le corps de l'Eglise ne sont certes pas voulues de Dieu. Mais ce qui est voulu pour l'accomplissement de son dessein de miséricorde, c'est que l'Eglise ne cesse pas d'être le corps saint du Sauveur, parce qu'elle est placée sur la terre dans une position telle que les souillures peuvent l'atteindre. La sainteté de l'Eglise ne dépend pas de la sainteté individuelle de tous ses membres, ni même de la sainteté de ses conducteurs et des autorités préposées à sa direction, mais uniquement de la présence dans son sein du trésor divin dont elle a la garde et l'administration.

Que résulte-t-il donc pour notre étude des enseignements bibliques ? C'est bien évidemment que l'Eglise est libre d'adopter la solution qu'elle estime la plus favorable à l'accomplissement de sa tâche. Dieu n'a pas voulu la soustraire au contact du monde, et il est impossible de découvrir comment l'union avec l'Etat souillerait davantage l'Eglise que tout autre contact avec ce qui n'est pas elle. Il n'y a donc aucune infidélité aux enseignements bibliques dans l'union de l'Eglise avec l'Etat. Mais d'autre part cette union n'a pas de valeur par elle-même. Le seul souci que doive avoir l'Eglise, c'est celui de l'administration des moyens de grâce. Il peut se présenter telle situation où l'union avec l'Etat fait obstacle à cette administration; alors la séparation devient un devoir. Il y a des cas bien plus nombreux, croyons-nous, où la reconnaissance de l'Eglise par les pouvoirs publics est au contraire une force pour l'Evangile, et c'est alors l'union avec l'Etat qui devient un devoir.

La notion d'Eglise, telle qu'elle s'est développée dans la suite des temps sur le fondement biblique ne nous contraint pas plus que l'Ecriture à adopter dans la question de l'union ou de la séparation une solution absolue. La Réformation réagit énergiquement contre les abus du catholicisme qui avait tendu de plus en plus à confondre l'Eglise et le monde. Elle protesta contre l'envahissement de l'Eglise par le monde, ses préoccupations et ses intérêts. Elle relève plus décidément que ne l'a fait aucune autre époque le caractère spirituel de l'Eglise. Il semblerait donc au premier abord que cette période plus qu'aucune autre aurait dû se prononcer en faveur de la doctrine de la séparation et traiter d'intolérable usurpation toute intervention du pouvoir temporel dans les affaires de l'Eglise. On sait que c'est juste le contraire qui s'est produit et que loin de penser à dénouer les liens qui rattachaient l'Eglise à la puissance séculière, les Réformateurs ont travaillé partout où les circonstances l'ont permis, à les resserrer davantage et à ouvrir la porte la plus large à l'intervention de l'Etat. Pourquoi cela ? C'est que pour eux la chose essentielle de l'Eglise c'est la doctrine ; les institutions extérieures leur semblent absolument secondaires.

Ce point de vue trouve une expression admirable de précision dans les articles 7 et 8 de la Confession d'Augsbourg. « *Est autem ecclesia congregatio sanctorum, in qua evangelium recte docetur et recte administrantur sacramenta* » (art. 7). Voilà la définition brève et complète à la fois. Voici maintenant la

conséquence qui renferme le principe directeur de leur attitude dans notre question : « *Et ad veram unitatem ecclesiae satis est consentire de doctrina evangelii et administratione sacramentorum. Nec necesse est ubique esse similes traditiones humanas, seu ritus aut ceremonias ab hominibus institutas.* » Art. 7. Pourvu quela doctrine soit prêchée fidèlement et les sacrements correctement administrés, l'Eglise se meut avec une pleine liberté dans tout ce qui concerne les traditions, rites, cérémonies humaines, au nombre desquels il convient aussi de ranger ce qui regarde le gouvernement extérieur du corps ecclésiastique. Et cette Eglise, sainte en tant qu'elle est la dépositaire fidèle de la doctrine et des sacrements, la Confession d'Augsbourg sait bien qu'elle n'est pas pure dans tous ses membres, ni même dans tous ses ministres. Comme les Apôtres, elle est obligée de constater comme un fait la présence de membres indignes dans le corps de l'Eglise : le filet a ramené des choses bonnes et des choses mauvaises. Mais que les fidèle timorés se rassurent ; les dons de la miséricorde de Dieu n'en sont pas moins efficaces pour passer par un canal impur et souillé ! « *Quanquam ecclesia proprie sit congregatio sanctorum et vere credentium, tamen quum in hac vita multi hypocritae et mali admixti sint, licet uti sacramentis, quae per malos administrantur, juxta vocem Christi : Sedent scribes et pharisaei in cathedra Moysis, etc. Et sacramenta et verbum et propter ordinationem et mandatum Christi sunt efficacia, etiamsi per malos exhibantur* (art. 8).

Puisque, même dans les choses les plus sacrées,

l'Esprit de Dieu exerce son action bénie en dépit des pires souillures, combien plus doit-on dire que son œuvre n'est pas arrêtée par des arrangements et des combinaisons purement extérieurs ! Puisque l'Eglise peut supporter le mal dans son sein sans cesser d'être l'Eglise, à combien plus forte raison lui est-il possible de se mettre en contact avec une puissance extérieure qui, grâce à Dieu, n'est pas toujours et nécessairement une puissance du mal. C'est pourquoi les Réformateurs se sont considérés, à bon droit, comme absolument libres de régler les rapports de l'Eglise avec le pouvoir civil de la manière qu'ils ont jugée la plus favorable aux intérêts de l'Evangile, et, nous, leurs enfants nous sommes les héritiers de la liberté que l'Evangile leur a rendue.

Qu'on ne nous dise pas qu'il y a incompatibilité entre la société religieuse et la société civile. Si toutes deux font partie avec des fonctions différentes de l'ordre voulu de Dieu, elles ont toutes deux leur rôle à jouer dans le grand concert de la vie du monde, et pour qu'elles puissent le faire, il faut qu'elles se connaissent. Nous ne disons pas, il faut qu'elles s'unissent ; nous disons simplement rien dans la nature ni de l'une ni de l'autre ne leur interdit cette forme de rapprochement.

Décider ce qui est préférable et d'une manière générale, et dans un cas particulier, est donc affaire de la liberté chrétienne. La seule règle qu'elle doive s'imposer, c'est de donner la préférence à la solution qu'elle juge la plus favorable à l'accomplissement de la mission de l'Eglise. C'est d'après les cir-

constances seules qu'elle doit se décider. Car aucun principe absolu ne domine la question et n'impose le choix d'un des deux partis de préférence à l'autre. Les séparatistes semblent en convenir : Sous la nouvelle alliance, dit M. Monsell, les formes ne sont pas d'institution divine, elles suivent les phases de la vie intérieure.

CHAPITRE III.

DE L'APPLICATION.

Puisqu'aucun principe supérieur ne domine la question que nous étudions et ne nous impose une solution, c'est l'étude des faits qui doit déterminer notre choix. Nous devons examiner les avantages et les inconvénients de chacun des deux systèmes opposés, afin de pouvoir dans chaque cas particulier, adopter celui des deux systèmes qui nous paraît offrir le plus d'avantages et la moindre somme d'inconvénients.

Il ne faut pas nous attendre à trouver au bout de cette recherche une conclusion absolue, à pouvoir déclarer que tout est bien d'un côté et tout mauvais de l'autre. Du moment où nous avons dû renoncer à découvrir un principe directeur, participant à l'autorité de la révélation, nous sommes entrés pleinement dans le domaine du relatif. Aussi n'arriverons-nous qu'à des conclusions relatives aussi bonnes, nous le croyons, dans les circonstances actuelles de la vie de l'Eglise, mais qui pourraient cesser de l'être si ces circonstances venaient à se modifier.

Dans la ferveur de leur zèle certains partisans de la séparation se sont souvent permis de reprocher aux églises nationales les ressources financières qu'elles tirent d'ordinaire de leur union avec l'Etat. Peu s'en fallait quelquefois qu'on assimilât à une odieuse simonie la maigre part faite aux cultes dans les dépenses publiques.

Il nous est impossible d'envisager ainsi la chose. Dans la plupart des cas, ces allocations ne sont pas un don de l'Etat aux églises, mais le paiement pur et simple d'une dette, et elles ne représentent qu'un intérêt assez maigre des anciens biens d'Eglise réunis au domaine public. Alors l'Etat ne fait évidemment aucun don à l'Eglise; il sert simplement la rente d'une dette qu'il a contractée autrefois. Mais même lorsque la dotation d'une Eglise a une origine différente, on ne voit pas ce qui pourrait provoquer des scrupules, pour quiconque est persuadé qu'à côté de son prix inestimable pour les individus, elle est également d'une haute valeur pour la société! La dotation n'est qu'une subvention légitime donnée à une œuvre d'utilité publique. Mais, objecte-t-on, elle a pour effet de faire contribuer une partie des citoyens à l'entretien d'un culte qu'ils ne professent pas, qui peut-être leur est odieux. A cela nous répondons que ce n'est pas là une chose particulière à la dotation des cultes, et que nombre d'autres articles des dépenses publiques sont dans le même cas. Les citoyens se rendent par le moyen des finances publiques des services mutuels dans bien des domaines, et l'on voit d'autant moins pourquoi les cultes serait exclus de ce bénéfice,

qu'en contribuant essentiellement au maintien de l'ordre et de la paix publics, ils rendent service même aux citoyens qui ne les professent pas. Mais, dit-on, c'est une chaîne dorée par laquelle l'Etat tient l'Eglise attachée, et la met dans sa dépendance. Nous confessons que cela peut être le cas quelquefois; il nous semble cependant que cela est fort rare. En général, puisque l'indépendance absolue est impossible, la chaîne est bien moins lourde, lorsque l'on dépendra de tous que de quelques-uns, comme cela a lieu trop souvent dans les groupes ecclésiastiques qui attendent toutes leurs ressources de la libéralité de leurs membres les plus fortunés. La trop grande richesse a des périls pour l'Eglise; mais il est bon que l'indispensable lui soit assuré, et, à ce point de vue que, là où n'existent pas de biens d'Eglise, une dotation suffisante garantisse cet indispensable. Si la ferveur religieuse se soutenait toujours, peut-être cette nécessité serait-elle moins urgente; mais l'histoire montre qu'il y a pour les églises des temps de mort spirituelle. Pour un groupe dont le lendemain n'est pas assuré, ces périodes de langueur peuvent entraîner sa disparition définitive. Les Eglises établies traversent au contraire ces mauvais moments; elles végètent misérablement, nous le voulons bien, mais enfin elles subsistent et les cadres sont tout prêts pour le jour où un nouvel afflux de vie divine vient les ranimer.

Dans l'état troublé de nos sociétés, il convient aussi de ne pas compter pour rien les garanties de sécurité extérieure que donne à une Eglise son

union avec l'Etat. Plus d'un exemple de honteuse intolérance a montré de nos jours encore ce que peuvent se permettre les passions populaires déchainées contre un groupe dissident.

Mais nous avons hâte de quitter l'énumération de ces avantages extérieurs pour passer à quelque chose de plus spirituel, pour donner la véritable raison qui nous détermine à accorder presque toujours la préférence à l'union de l'Eglise avec l'Etat.

L'Evangile est placé dans le monde comme le levain qui doit faire lever toute la pâte. Il importe beaucoup à l'accomplissement de sa tâche de ne pas séparer l'Eglise, détentrice des grâces de l'Evangile, du monde sur lequel ces grâces doivent exercer leur action. Dans les contrées païennes, il faut bien que l'Eglise se présente au monde comme quelque chose qui lui est extérieur, que les païens qu'elle évangélise se sentent d'abord étrangers à elle et aient à faire effort pour y entrer. Mais ce n'est nullement là un privilège. Quelque éloignées de l'Evangile que soit trop souvent les masses parmi nous, elles ont cependant cet immense privilège d'être chez elles dans l'Eglise de leurs pères, dans laquelle elles ont été reçues par le sacrement du baptême. Et pour quiconque croit à la grâce conférée par le sacrement cela change absolument le caractère de toute l'action d'évangélisation, de mission intérieure à exercer sur elles.

Mais ceux mêmes qui n'admettent pas la réalité de la grâce baptismale ne doivent-ils pas sentir la différence qu'il y a à agir sur des étrangers ou sur des enfants de la maison ? Ne voient-ils pas que ramener et amener sont deux choses fort diffé-

rentes ? Combien ceux qui se sont éloignés ne reviendront-ils pas plus facilement s'ils se sentent chez eux du jour où ils se rapprochent ? Combien d'indécis, de timides ne sont-ils pas retenus par le fait qu'en venant ils seront considérés d'abord comme des prosélytes, des chrétiens de seconde classe ! Plût à Dieu qu'il n'y eut pas de faibles dans nos églises ! Mais puisque Dieu a permis qu'il y en eût, il est capital qu'ils se sentent chez eux dans la maison spirituelle qui les abrite. Qu'ils y soient des enfants, soit ! qu'on ne leur confie pas des fonctions qui ne conviennent qu'aux forts, nous en sommes d'accord ! Mais si l'on veut vraiment qu'ils grandissent, qu'on n'établisse pas entre eux et ceux qui les ont précédés, d'autres barrières que celles qui, dans une famille, sont entre parents et enfants.

La raison capitale qui nous fait préférer le régime de l'union, c'est que nous sommes profondément convaincus que les Eglises nationales seules peuvent être réellement multitudinistes, et que les quelques églises libres qui ont inscrit ce principe sur leur drapeau sont la victime d'illusions généreuses mais décevantes.

Mais si l'union avec l'Etat a de précieux avantages, on ne peut se dissimuler qu'elle présente aussi des inconvénients. Cette union revêtant la forme d'un contrat ou d'un quasi-contrat, les parties contractantes ont nécessairement dû se faire des concessions. Or, qui dit concessions dit limitation consentie de sa liberté d'action. Si ces concessions ont été trop loin, si elles ont porté sur des points où l'Eglise devait réserver son indépendance,

il en résulte nécessairement une gêne souvent fâcheuse, et nous sommes loin de prétendre que cela n'ait jamais eu lieu. Les théoriciens des anciennes Eglises protestantes distinguaient entre les *jura in sacra*, que l'Eglise ne saurait aliéner, et les *jura circa sacra* qu'elle peut sans dommage remettre au pouvoir civil, les premiers portant sur tout ce qui regarde la direction spirituelle de l'Eglise, les seconds sur ce qui est de son gouvernement extérieur et temporel.

Nous avons vu que les Réformateurs avaient plutôt dépassé la mesure des concessions légitimes. Il convient de rester dans des limites plus étroites, et autant qu'il dépend de nous, d'y rentrer là où elles ont pu être franchies.

Pour voir clair, examinons rapidement les points sur lesquels l'Eglise unie à l'Etat aliène une partie de son indépendance. Elle consent d'abord à une intervention de l'Etat dans son gouvernement extérieur. Peut-elle le faire sans infidélité ? Nous le croyons, si cette concession ne va pas jusqu'à être une abdication. A la Réformation, on a été carrément jusqu'au bout et l'on a remis au souverain temporel tout le gouvernement extérieur de l'Eglise. Les dangers d'un tel système, d'abord voilés, éclatèrent avec évidence à l'époque du rationalisme, et nul ne voudrait prendre aujourd'hui la responsabilité de le recommander. Du reste, il n'était possible que dans des Etats homogènes au point de vue religieux ; mais dans nos Etats modernes, où plusieurs religions sont également reconnues, la chose serait par trop choquante.

Mais rien, par contre, n'empêche aujourd'hui encore de reconnaître aux pouvoirs publics le droit d'intervenir dans les affaires de gouvernement ecclésiastique, où les intérêts généraux de la paix et du bon ordre ont quelque chose à voir. Il peut y avoir des abus ; il peut arriver qu'au lieu d'user de ces droits dans un intérêt de police, l'administration s'en serve pour peser indirectement sur le spirituel. Il faut s'efforcer de régler les choses de manière à restreindre la fréquence de tels abus. Mais il y aurait susceptibilité excessive à interdire au gouvernement d'exercer sur la constitution des Eglises des prérogatives qu'il pourrait à la rigueur revendiquer même pour les sociétés ecclésiastiques indépendantes de lui ; cette tutelle du gouvernement est assurément gênante, quand celui-ci n'est pas sympathique aux Eglises ; mais tant que le spirituel n'en est pas atteint, cela fait partie des concessions permises, et l'on ne paie pas trop cher à ce prix les avantages attachés à la qualité d'Eglise nationale.

En s'unissant à l'Etat, l'Eglise se prête également à apporter certaines restrictions à son activité de propagande, et cela peut paraître un joug intolérable à certains esprits ardents. Si ces restrictions sont de nature à empêcher de gagner le cœur de ceux que l'Eglise veut atteindre ; si c'est le prosélytisme de l'Esprit qui est entravé, nous pensons, nous aussi, que cela est abusif. Mais le cas est heureusement rare. Presque toujours, la seule propagande interdite aux églises nationales, c'est cette propagande extérieure, tapageuse, peu reli-

gieuse qu'une Eglise sage s'interdirait à elle-même, alors même que les lois la lui permettraient et que l'Etat pourrait, sans attenter à la liberté religieuse, défendre même à des groupes ecclésiastiques indépendants.

Plus délicate est l'intervention de l'Etat dans l'application qu'une Eglise fait à ses membres des prescriptions disciplinaires. Les conflits entre la juridiction ecclésiastique et la juridiction civile sont vieux de quinze siècles, et l'on doit avouer qu'il est fort difficile de tracer une limite un peu nette. On peut bien dire en théorie : L'Etat dispose des peines temporelles. L'Eglise des peines spirituelles. Cela ne suffit pas à éclairer la pratique ; il y a de fréquents enjambements de l'un des ordres sur l'autre, et telle peine purement spirituelle a un contre-coup temporel et atteint celui qui en est frappé jusque dans son honneur de citoyen. On n'a pas découvert encore de formule qui permette d'éviter les conflits, et la question reste ouverte, chacune des deux parties ayant la tentation, assez naturelle après tout, de déclarer sienne la zone mixte qui ressort à la fois du spirituel et du temporel. Mais la difficulté n'est pas nécessairement bornée aux églises nationales et l'on pourrait concevoir des cas où l'Etat pourrait se croire appelé à intervenir contre des mesures disciplinaires prises dans des Eglises indépendantes et qui réagiraient sur la situation civile de ceux qui auraient été frappés.

Enfin ce qui choque le plus les adversaires de l'union, c'est l'intervention éventuelle des pouvoirs publics dans des questions de doctrine sur les-

quelles son incompétence n'est que trop manifeste. Il est certain que les abus de pouvoir n'ont pas manqué sur ce point et que le tact des gouvernants est presque la seule garantie que nous ayons contre leur retour. Et cependant nous ne pouvons nous associer à l'indignation que soulève une telle intervention, lorsqu'elle reste dans certaines limites qu'il ne nous semble pas impossible de définir. En s'unissant à une Eglise donnée, l'Etat n'a pas reconnu une association vague et sans principes, mais bien une communauté ayant une certaine foi, formulée dans des documents publics, les confessions de foi. Il sait qu'il a affaire à une certaine société, professant des principes dont lui, Etat, a pris connaissance et qu'il a jugés compatibles avec l'ordre qui règne dans son sein. L'Etat est dans son droit en s'assurant que ces doctrines et ces principes sont respectés; il fait son devoir en prêtant son appui, lorsqu'il en est requis, aux autorités ecclésiastiques pour résister aux tentatives destinées à changer le caractère de cette société religieuse. Il opprimerait l'Eglise, par contre, s'il voulait intervenir au profit des fauteurs de nouveautés. Voilà le principe qu'il nous paraît essentiel de maintenir. Mais cela établi, nous ne faisons aucune difficulté de reconnaître que l'application est extraordinairement difficile, et que dans l'immense majorité des cas, les gouvernements seront beaucoup plus sages en s'abstenant de s'immiscer dans ces questions; car l'Etat a la main bien lourde; il blesse facilement, et comme alors la blessée c'est la conscience, la blessure est toujours grave.

Quoiqu'il en soit, c'est là le point où l'union avec l'Etat peut le plus facilement se changer en servitude douloureuse; c'est celui où les chaînes peuvent paraître le plus lourdes à des Eglises, qui seraient en voie de transformer leur foi traditionnelle et que l'Etat arrêterait dans cette évolution. Mais les Eglises qui conservent fidèlement les doctrines de leurs fondateurs ne courent ce risque que lorsque l'Etat devient décidément tyrannique et met son bras au service des novateurs, comme cela est arrivé quelquefois. Ce sont, comme nous l'avons vu, des abus de ce genre qui ont donné lieu à plusieurs mouvements séparatistes de ce siècle et qui, le cas échéant, pourraient en provoquer de nouveaux.

Si des Eglises nationales nous passons aux Eglises indépendantes, il suffirait presque de renverser le tableau que nous venons de tracer; ce qui constitue un avantage dans le régime de l'union devient inconvenient et réciproquement. Sur tous les points où les premières ont dû sacrifier quelque chose de leur indépendance, les secondes se glorifient de l'avoir conservée intacte, et, s'il y a quelque exagération dans cette affirmation, il faut reconnaître qu'elle est cependant fondée dans une certaine mesure.

D'abord elles sont maîtresses d'adopter en tout le régime de gouvernement qu'elles préfèrent, elles peuvent le modifier à leur gré, suivant les circonstances; elles ne sont pas exposées à se heurter au

veto du pouvoir civil. Et certainement cela a son prix à nos yeux. Il peut se présenter dans la vie des Eglises des moments où il est désirable dans l'intérêt de leur mission de réformer les institutions qui les régissent.

Les Eglises nationales ne peuvent le faire que lentement et d'accord avec des autorités, qui peuvent ne pas comprendre ou ne pas vouloir. Les Eglises libres ignorent cette entrave et peuvent travailler à satisfaire un tel besoin à l'heure même où elles en constatent l'existence. Tout au plus sont-elles limitées en cela par les lois civiles destinées à assurer l'ordre public; mais ces limites sont assez larges pour leur permettre toute l'amplitude de mouvements qu'elles peuvent désirer.

Et cependant ce privilège des groupes indépendants n'est pas tout-à-fait sans danger. Il peut prêter à une certaine instabilité de l'organisation qu'il suffit d'une majorité souvent momentanée pour transformer. Dans plus d'une circonstance, le rôle modérateur des autorités civiles a rendu aux Eglises nationales le service de leur épargner des réformes hâtives et mal mûries. En retardant, il a fait réfléchir et la réflexion a souvent apporté d'utiles tempéraments aux mesures qu'aurait prises immédiatement un zèle dans son premier feu.

La séparation assure ensuite une plus libre expansion au désir de propagande que doivent éprouver tous les groupes fermement convaincus de la vérité de leurs principes. A la seule condition d'observer les lois, ces groupes n'ont à compter qu'avec leur conscience et leurs forces dans les entreprises

qu'ils tentent pour conquérir de nouveaux adhérents, et l'on ne peut se dissimuler qu'il y a là un avantage fort sérieux. Sans doute l'esprit de prosélytisme est souvent imprudent, quelquefois peu délicat, et de plus d'une de ses tentatives on peut regretter que des obstacles extérieurs ne l'aient pas empêché de naître. Mais il n'en est pas moins bien préférable de n'avoir à consulter sur ce point que sa conscience, et nous n'hésitons pas à reconnaître que sur ce point les Eglises indépendantes l'emportent sur leurs émules.

Nous en disons autant de la liberté plus grande dont elles jouissent pour l'exercice de leur discipline intérieure. Des abus peuvent se produire, il est vrai ; mais dans l'Etat actuel des esprits surtout, il est bien peu probable qu'ils soient assez fréquents et assez graves, pour contrebalancer les bénéfices du régime de la liberté.

Mais de tous les avantages dont jouissent les Eglises indépendantes, le plus précieux incontestablement, parce que c'est celui qui touche de plus près à la conscience, c'est assurément leur autonomie absolue dans ce qui concerne la doctrine. Elles ne sont jamais exposées à être maintenues ou poussées dans les questions doctrinales dans une voie qui ne répond pas à leurs besoins et à leurs croyances actuelles. La douleur intense que peut produire la contrainte en pareille matière leur est épargnée.

Mais ce point accordé sans conteste, nous nous demandons si ce qui est incontestablement un privilège pour les individus et la génération présente,

l'est toujours pour l'Eglise et pour sa durée. Comme pour la constitution, on peut craindre que la liberté absolue n'apporte dans la doctrine une certaine instabilité. Les Eglises nationales ne sont, hélas, que trop sujettes à des fluctuations dans l'expression de leur foi ; mais au moins leur doctrine traditionnelle reste le droit, et aux heures les plus sombres, il est permis d'espérer un avenir meilleur, et ceux qui sont restés fidèles ont pour leurs efforts une base d'opérations solide. Dans les communautés indépendantes, on peut craindre que la majorité du moment ne s'attaque à cette base elle-même en abrogeant les confessions de foi sur lesquelles elles ont été fondées naguère. Ainsi dans certains cas, cet avantage même de l'autonomie doctrinale peut se changer en péril.

Il est vrai que le remède peut sortir quelquefois de l'excès du mal et qu'une Eglise libre qui s'écarterait par trop du fondement évangélique ne tarderait pas à périr, par suite de la tiédeur et de l'absence de zèle de ses adhérents. Mais il faut avouer que c'est là un remède peu réjouissant au mal, et que mieux vaut une organisation capable de survivre aux temps de langueur qui affligent quelquefois la chrétienté.

Le caractère démocratique que tendent de plus en plus à prendre les Eglises nationales est pour quelques-uns une raison pour donner la préférence au régime de la séparation. Nous avouons ne pas comprendre l'argument. Nous ne nous dissimulons pas assurément les périls qu'une constitution démocratique peut faire courir à la foi de l'Eglise. Mais

il nous semble que les groupes indépendants n'y échappent pas davantage et qu'ils ont à la fois les inconvénients de la démocratie et de l'aristocratie sans avoir les avantages ni de l'une ni de l'autre. Ceux d'entre eux qui veulent être multitudinistes sont nécessairement démocratiques et tous les dangers qui peuvent résulter de la démocratie, ils les courent également, aggravés par le fait que le frein de la démocratie, c'est pour elles l'argent et que ceux de leurs membres qui peuvent ou veulent donner y forment une aristocratie qui n'est pas nécessairement celle de l'intelligence et du cœur.

Celles de ces Eglises qui se glorifient d'être des Eglises de professants sont gouvernées par une aristocratie de chrétiens qui peut offrir, nous le voulons bien, certaines garanties de piété, mais dont l'activité missionnaire est nécessairement réduite.

Et même dans bien des cas n'est-ce pas trop d'indulgence que de traiter ce petit groupe trié qui dirige les églises de professants d'aristocratie de piété? N'est-ce pas aristocratie d'orgueil spirituel, d'esprit sectaire, qu'il faudrait dire plus d'une fois? Nous ne nous permettrons pas d'insister; mais il y aurait ici bien des choses à dire, qu'il ne serait pas réjouissant de proclamer à trop haute voix. Nous nous trouverions en présence d'un spectacle qui nous prouverait que l'indépendance à l'égard de l'Etat est souvent payée fort cher par la dépendance d'une foule de maîtres qui ne sont pas plus saints et qui sont beaucoup plus exigeants que l'Etat.

CONCLUSION

L'étude sommaire à laquelle nous nous sommes livrés a mis en lumière une vérité importante à retenir ; c'est que la question de la séparation n'est à aucun degré une question de principe, et que la décision à prendre dans chaque cas particulier doit uniquement dépendre des circonstances. L'examen des avantages et des inconvénients de chacun des deux systèmes nous amène à la conviction que dans l'état actuel des choses, nous devons décidément donner la préférence au régime de l'union. Notre peuple chrétien est, hélas ! infidèle dans sa grande majorité ! La tâche de l'Eglise est de le ramener et pour y réussir son devoir et de ne pas se

cantonner chez elle dans l'espoir chimérique d'éviter les souillures, mais de se lancer décidément dans la mêlée pour y combattre le bon combat de Christ. Assurément, puisqu'il n'y a que trop de fange sur le champ de bataille, elle en rapportera des souillures. Mais il faut en prendre notre parti. Pour reconquérir notre peuple, il faut qu'elle prenne décidément son parti d'être peuple elle-même. C'est ce que l'esprit aristocratique ne comprendra jamais ; il lui semble qu'être peuple, c'est descendre, s'abaisser. Etre peuple, c'est avoir le cœur du peuple, c'est sentir comme lui, c'est l'aimer, non pour descendre mais pour le faire monter, pour lui donner le sentiment qu'en passant des ténèbres à la lumière, il accomplit l'évolution naturelle de sa destinée. Et cela nous avons vu qu'il est presque impossible de le trouver dans les groupes indépendants. On y aime souvent le peuple d'un amour ardent ; mais on l'y aime comme quelque chose d'étranger, comme quelque chose du dehors, en quoi l'on ne reconnaît pas sa chair et son sang. Et le peuple sent cela ; il consentira sans peine à être traité en enfant ; il n'acceptera pas d'être traité en étranger. Et c'est là le grand privilège des Eglises nationales qu'elles seules peuvent donner aux faibles dans la foi le sentiment qu'ils sont chez eux dans son sein. C'est pourquoi, avant tout, nous sommes décidément nationaux. Il peut se présenter des circonstances où la conscience fait un devoir de la séparation ; mais c'est assurément chose rare, et l'on peut espérer que cela le deviendra de plus en plus, à mesure que les idées de liberté

grandiront parmi nous. Même dans une Eglise dont la majorité serait infidèle à sa foi, il faut rester, tant que l'on nous laisse prêcher fidèlement l'Evangile et administrer les sacrements conformément à leur institution.

Nous séparer lorsque ces conditions essentielles sont remplies, c'est suivre notre volonté propre et non la volonté de Dieu, c'est désertir au lieu de servir.

VU : *Le Doyen*,
F. LICHTENBERGER.

VU : *Le Président de la soutenance*,
E. VAUCHER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS.	3
CHAPITRE I. — Historique de la question . .	7
CHAPITRE II. — Du principe	16
CHAPITRE III. — De l'application	25
CONCLUSION	39
